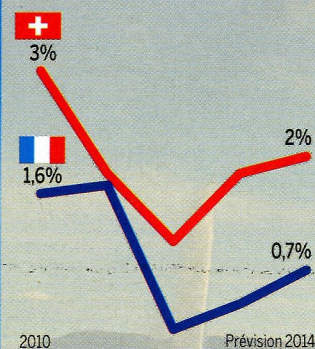
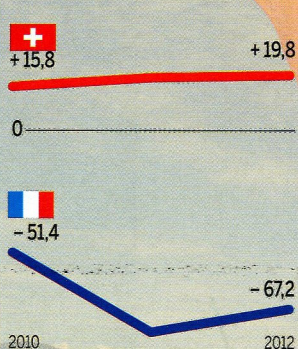


UNE CROISSANCE BIEN REPARTIE



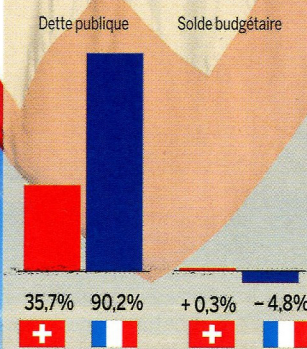
Croissance annuelle du PIB en Suisse et en France, en %, depuis 2010.

UN COMMERCE EXCÉDENTAIRE



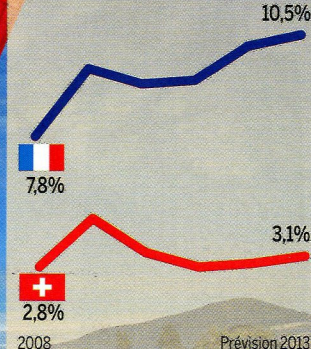
Excédent ou déficit annuel de la balance commerciale, en milliards d'euros depuis 2010.

DES FINANCES PUBLIQUES SAINES



Dettes et soldes budgétaires publics en % du PIB en Suisse et en France en 2012.

UN CHÔMAGE QUASI INEXISTANT



Taux de chômage en % de la population active en France et en Suisse depuis 2008.

LA SUISSE Les recettes du pays le plus compétitif du monde

L'économie helvète est en pleine forme. Ce n'est pas grâce au secret bancaire, dont la fin est proche. Non, cela tient à un solide bon sens, dont nous devrions nous inspirer.

Tout est allé si vite», assure Christian Fischer, le jeune fondateur de Bcomp, une start-up hébergée dans une ancienne brasserie de Fribourg reconvertie en technopôle. Si vite... en Suisse ? «En dix-huit mois, nous avons créé la société, déposé deux brevets, levé 180 000 euros et poussé nos ventes à 1 million d'euros.» Et avec un peu de chance, si vous partez skier cet hiver, vous aurez du Bcomp sous la semelle. La trouvaille de cet ingénieur en matériaux formé à la prestigieuse Ecole polytechnique de Lausanne (EPFL) ? Un tissu innovant à base de carbone et de lin qui allège le poids des skis – et bientôt des planches de

surf – de 30%. «Une exclusivité mondiale», assure notre entrepreneur des alpages.

Vous aviez en tête la carte postale d'un pays de rentiers à l'abri de la mondialisation, replié sur ses traditions, bon qu'à fabriquer des montres et du chocolat, et dominé par une clique de banquiers peu recommandables ? Poubelle ! Face au marasme européen, et notamment français, la Suisse fait bien figure d'exception. Mais ce n'est plus celle d'un havre pour fraudeurs du monde entier – la fin programmée de son secret bancaire va la rendre nettement moins hospitalière – ou d'un royaume de la finance : celle-ci ne pèse que 9% de son produit intérieur brut (PIB)

quand l'industrie, elle, y contribue à 22%, bien plus que chez nous (15%). Car si, mois après mois, cette confédération de 8 millions d'habitants éclatée en 26 cantons et 4 langues crée la surprise, c'est parce que tous ses indicateurs sont au vert. La croissance ? Elle devrait bondir de 1,8% en 2013 contre un faiblard +0,2% de notre côté des Alpes. Le chômage ? Pff... Son taux est de 3,1%, plus de trois fois inférieur au nôtre. Le commerce extérieur ? Malgré un franc fort, l'air frais lui donne des ailes : en 2012, il a affiché un excédent record de 19,8 milliards d'euros, tandis que nous étions dans le rouge de 67 milliards. Quant aux finances publiques, leur bonne santé doit

"La Suisse est le seul pays qui paie mieux ses profs

► Suite de la page 91

n'est pas là pour trier les meilleurs mais pour apprendre un métier au plus grand nombre. La preuve ? Le taux de chômage des moins de 25 ans n'est que de 3,6%, quand le nôtre est six fois plus élevé. Deuxième gros atout de l'économie suisse, «grâce à une main-d'œuvre bien formée, bien payée, mais peu coûteuse en charges sociales, son marché du travail est fluide et l'ascenseur social rarement en panne», analyse Jean-Luc Mossier, chargé de la promotion économique du canton de Fribourg. Ce n'est pas Sergio Ermotti, le patron d'UBS, ni Monika Walser, la directrice des sacs branchés Freitag, qui le démentiront. Comme 80% des lycéens, à 15 ans, l'un et l'autre ont choisi la filière de l'apprentissage - trois jours en entreprise, deux jours à l'école professionnelle - respectivement comme employé de banque et couturière. Ce qui ne les a pas empêchés de revenir sur les bancs de l'école, lui pour décrocher un diplôme d'expert-comptable avant de partir à Oxford, elle pour décrocher un MBA.

8 heures du matin, sur les hauteurs de Lausanne. Les 1 900 employés du siège de Bobst, leader mondial de la découpe de carton, commencent leur journée. Look juvénile et besace en bandoulière, 220 d'entre eux sont là en apprentissage. Et pas que sur les chaînes de montage. On les retrouve aux ressources humaines, à la comptabilité, au marketing... En Suisse, plus de 200 métiers sont ouverts à la formation en alternance. «Ces jeunes restent trois ou quatre ans chez nous, jusqu'à l'obtention du certificat fédéral de capacité, l'équivalent de votre bac pro», précise Dominique Wullschlegler, à la tête du centre de formation du groupe. Sauf qu'à 20 ans ils sont parfaitement intégrés au monde de l'entreprise. «À l'école, j'apprends le droit du travail, les langues, la rédaction, l'économie, et ici je mets en pratique», témoigne Nathan, 18 ans, stagiaire au service paie, 950 euros net par mois et quatre semaines de congés payés. Une fois son diplôme en poche, voudra-t-il postuler chez Bobst, qui, chaque année, recrute une trentaine d'apprentis en CDI ? Pas sûr, il poursuivrait bien des études de gestion.

Attendez, attendez... On peut quitter l'école classique à 15 ans et revenir ensuite sur les bancs de la fac ? «Bien sûr ! Tous ceux que vous voyez là sont passés par un bac en alternance, confirme Silvia Behofits, chargée de la communication de la Zurich University of Applied Sciences,

l'équivalent d'un IUT, en désignant un amphithéâtre bondé d'étudiants. On les accepte jusqu'à 30 ans, sans sélection, pour 1 200 euros de frais de scolarité.» Et ils font quoi ? «Un bachelor en 3 ans, dont 6 mois de stage.» À la sortie, 95% d'entre eux trouvent un job dans les trois mois. Et pas pour des clopinettes. La plupart démarrent à 65 000 euros brut par an.

Bigre ! Mais comment font ces milliers de PME pour offrir de telles rémunérations ? Simple : elles paient beaucoup moins de charges sociales que leurs homologues tricolores. Investisseur en capital-risque dans plusieurs jeunes pousses françaises et suisses, Dominique d'Andrimont a vite fait de nous chiffrer la différence. «Sur un salaire brut français, les cotisations patronales atteignent 40%, quand en Suisse elles se limitent à 15%.» La différence ? Essentiellement les cotisations d'assurance-maladie : là-bas, les patrons n'en paient pas. La couverture santé est entièrement à la charge des salariés, qui ont le choix entre une dizaine d'assureurs privés à qui ils versent des primes mensuelles de 200 à 400 euros selon les prestations choisies. Dans les hôpitaux, publics comme privés, le patient avance les frais

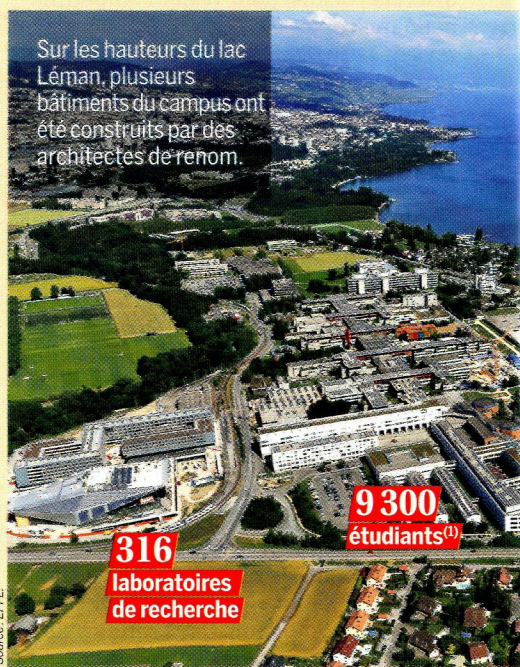
et se fait rembourser par son assureur. Résultat ? «On est aussi bien soigné qu'en France pour un coût équivalent, mais qui ne pèse pas sur le travail», assure Thomas Bohn, longtemps installé à Lyon. En outre, le reste des cotisations payées par les employés (vieillesse, chômage, famille) ne dépasse pas 8% du salaire, contre 22% chez nous. Ce qui gonfle d'autant la dernière ligne de leur fiche de paie.

«Oui mais attention, rappelle malicieusement Matthias Inauen, au département des affaires économiques du canton de Zurich, on travaille aussi beaucoup plus que vous.» C'est vrai qu'à côté de leurs 42 heures hebdomadaires, de leurs quatre semaines de congés payés et de leur retraite à 65 ans, on passe pour de joyeux dilettantes... Vous en connaissez beaucoup des peuples qui, consultés par référendum, refuseraient d'augmenter leurs vacances légales de 4 à 6 semaines ? Le 10 mars 2012, 67% des Helvètes ont indiqué qu'ils préféreraient travailler deux semaines de plus que de partir en randonnée.

Alors c'est sûr, avec des travailleurs bien formés, bien payés et durs à la tâche, les syndicats ont peu de grain à moudre. Non pas qu'ils soient moins

L'Ecole polytechnique de Lausanne attire les

La Suisse est le seul pays qui paie mieux ses profs chercheurs que ses footballeurs», s'enthousiasme Dominique Foray, débauché de Paris Dauphine en 2004 pour prendre la tête de la chaire d'économie de l'innovation de l'EPFL : autour de 250 000 euros par an pour les premiers, contre 80 000 pour les seconds évoluant dans l'équivalent de la Ligue 1. Décidée à devenir un des meilleurs instituts technologiques au monde, à la fois fac scientifique, école d'ingénieurs, labo de recherche et incubateur de start-up, l'université fédérale de Lausanne met le paquet. Notamment en recrutant à prix d'or les as de leur discipline, dont 10% de Français. Parmi eux : le vice-président de l'école, Philippe Gillet (54 ans), ex-directeur de cabinet de Valérie Pécresse au ministère de la Recherche. Et sur son campus, 48% des étudiants et 56% des enseignants sont étrangers.



chercheurs que ses footballeurs"

représentatifs qu'en France. Au pays du gruyère, le taux de syndicalisation atteint même 21,3%, quand, dans la patrie de la Révolution, il a dégringolé à 8%. «Mais avec un même objectif de maintien de la compétitivité, les relations entre patrons et salariés sont basées sur la négociation, explique Joseph Santoro, trésorier de Bobst. La grève ne fait pas partie de notre culture.» D'autant qu'il n'existe aucune obligation légale pour les employeurs de reconnaître un syndicat ni de droit pour les employés d'être représentés aux conseils d'administration.

On veut bien admettre le faible penchant de nos voisins pour le conflit. Cela dit, la peur d'être licencié n'est pas pour rien dans ce calme social. En effet, l'employeur peut résilier le contrat de travail sans autre formalité, avec un préavis d'un à trois mois. «On ne le vit pas comme une menace, nous rassure pourtant Claudio Marra, responsable de la formation du distributeur Coop. On est couvert à 80% de notre dernier salaire pendant deux ans et, avec 3% de chômage, on est sûr de retrouver un poste.» Si la machine à créer des jobs tourne en effet à plein régime – 54 000 emplois net créés en 2012

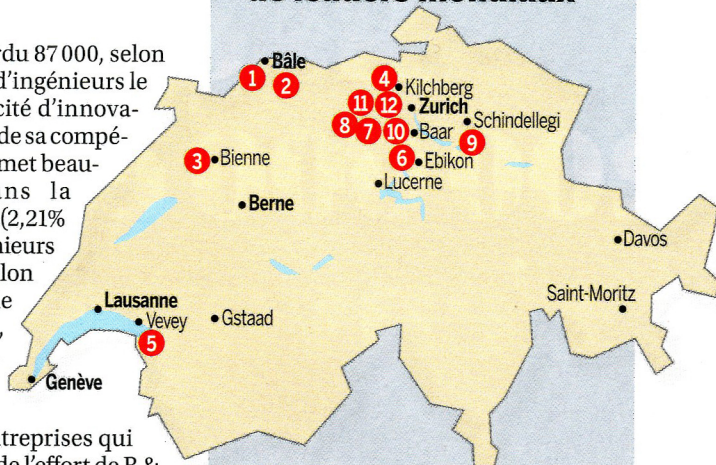
quand nous en avons perdu 87 000, selon Coe-Rexecode – ce pays d'ingénieurs le doit beaucoup à sa capacité d'innovation. C'est la troisième clé de sa compétitivité. Non seulement il met beaucoup de moyens dans la recherche – 3% de son PIB (2,21% en France) – mais ses ingénieurs sont efficaces : en 2010, selon l'OCDE, la Suisse était le deuxième pays au monde, derrière le Japon, à déposer le plus de brevets. Et malgré l'absence d'incitation fiscale, ce sont les entreprises qui financent les trois quarts de l'effort de R & D. En effet, à l'opposé de notre CNRS, les instituts de recherche sont totalement décentralisés et ouverts au privé. À l'image de l'Ecole polytechnique de Lausanne (EPFL), à la fois université scientifique, école d'ingénieurs, labo de recherche et incubateur de start-up. Jouissant d'une grande liberté, son président, Patrick Aebischer, médecin et serial entrepreneur, est bien parti pour la hisser dans le top mondial (lire ci-contre).

D'autre part, là où notre système est cloisonné, ici, les passerelles entre la science et l'industrie sont multiples. Présence massive des entreprises sur les campus, copublications fréquentes entre «académiques» et industriels... «Chez nous, l'innovation n'a de sens que si elle trouve des débouchés commerciaux», souligne Nicolas Durand, qui, à peine achevée sa thèse de PhD sur les nanofluides, a fondé la société Abionic pour développer ses découvertes. Et nombreuses sont les firmes à sous-traiter une partie de leur recherche dans une université. Comme Jaeger-LeCoultre, la Rolls de l'horlogerie. «Pour améliorer la qualité sonore de nos montres, révèle Stéphane Belmont, directeur marketing, nous avons signé un contrat de cinq ans avec IAV, une start-up de l'EPFL spécialisée dans l'acoustique.»

Imité depuis par beaucoup d'autres multinationales, Google aussi a flairé le bon filon. Ouvert en 2008, son centre de développement de Zurich est, avec 1 100 employés, le plus grand en dehors des Etats-Unis. Partenaire du Zurich Information Security and Privacy Center, un des labos de l'université technologique ETH, il y finance plusieurs projets top confidentiels. Mais en interne, il se dit que les prochaines fonctionnalités de Google Maps et de Gmail pourraient bien être Swiss made...

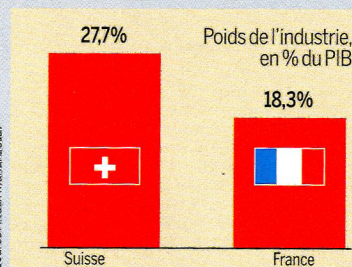
De notre envoyée spéciale en Suisse,
Nathalie Villard •

Un concentré de leaders mondiaux



- **Santé** : Novartis 1, Roche 2
- **Horlogerie** : Swatch 3
- **Agroalimentaire** : Lindt 4, Nestlé 5
- **Ascenseurs** : Schindler 6
- **Informatique** : Logitech 7
- **Ingénierie** : ABB 8
- **Logistique** : Kuehne+Nagel 9
- **Négoce** : Glencore 10
- **Banque** : UBS 11, Credit Suisse 12

Un champion de l'industrie...



... et de l'innovation

1. Suisse
2. Danemark
3. Finlande
4. Allemagne
5. Royaume-Uni
6. Belgique
7. Autriche
8. Pays-Bas
9. Irlande
10. Luxembourg
11. France

Tableau de bord de l'innovation 2013, sur 24 critères, de la Commission européenne.

cerveaux

Patrick Aebischer, le président de l'EPFL, veut hisser son école dans le top mondial.



donner la migraine à Jean-Marc Ayrault: le budget 2013 de la Confédération sera excédentaire de près de 500 millions d'euros, avec une dette publique à 40% du PIB, tandis qu'en France elle frôle les 95%.

Pas étonnant qu'avec de tels scores le pays d'Heidi truste nombre de palmarès mondiaux. Et d'abord, celui que tous les groupes internationaux en quête du meilleur spot pour un labo, une plate-forme logistique ou un siège européen scrutent à la loupe: le classement des pays les plus compétitifs de la planète établi par World Economic Forum. Eh bien, pour la cinquième année consécutive, la patrie du chocolat a encore décroché la première place, devant Singapour, la France reculant, elle, du 19^e au 23^e rang. Bien que terre de PME, l'économie helvétique est aussi celle qui compte proportionnellement le plus grand nombre de leaders mondiaux, deux par million d'habitants, soit, d'après le classement Fortune 500, quatre fois plus que les Etats-Unis, l'Allemagne ou le Japon: Novartis dans la santé, Swatch dans les montres, Nestlé dans l'agroalimentaire... (lire p. 93). Enfin, les Prix Nobel y poussent comme les edelweiss: 6,8 par million d'habitants selon le dernier pointage IMD, un autre record mondial.

Sacrés Suisses... Modestes avec ça. Pas le genre à clamer leurs recettes du fond de leurs vallées. Pour les débusquer, rien de tel qu'une virée entre lacs et montagnes, le GPS dûment programmé, sur des routes sillonnées par des bolides Audi et Mercedes. Alors comment font-ils, ces discrets voisins, pour rester compétitifs pendant la tempête? La première palme revient à ceux qui les administrent - gouvernement confédéral, cantons, communes - toutes couleurs politiques confondues. «Autonomes, ces trois échelons offrent aux entreprises un cadre propice aux affaires, stable et transparent», résume Daniel Kalt, économiste en chef à l'UBS. D'abord, sans rentrer dans le détail de qui prélève quoi, l'imposition totale sur les bénéfices n'excède jamais 30%.

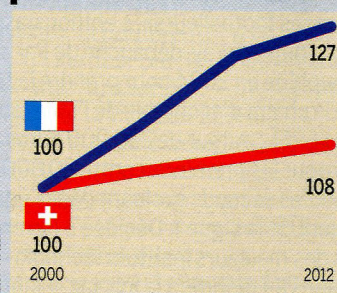
Certes, cela ne fait pas de la Suisse un paradis. Au sein de l'Union européenne, le Luxembourg, les Pays-Bas et l'Irlande ont la main bien moins lourde. En revanche, au pays des coucous, pas de yo-yo. Les impôts ne bougent quasiment pas. Deux bonnes raisons à cette stabilité fiscale. Au niveau des cantons, la compétition féroce qu'ils se livrent pour attirer les investisseurs est un excellent frein à la hausse. Quant aux impôts fédéraux, leur modification est soumise à référendum. Ça calme. Ensuite, toutes les firmes sont logées à la même enseigne. «On ne perd pas notre temps à

Des salaires très motivants...



Salaires bruts mensuels, en moyenne, à l'embauche.

... qui ne plombent pas le coût du travail



Coût du salaire brut + charges patronales rapporté à la productivité horaire en France et en Suisse.

Les employeurs ne payant que 15% de charges sur les salaires (40% en France), ils peuvent offrir de meilleures rétributions. Résultat: malgré un coût de la vie élevé, le pouvoir d'achat des salariés a encore progressé de 1,5% en 2012.

pister les niches», plaisante Ludovic Doutréleau, avocat d'affaires au cabinet Entegon, à Lausanne. Enfin, pas de danger de retour de bâton, les autorités fiscales jouent cartes sur table. «Pour tout projet - investissement, changement de structures, création d'une filiale... - en un rendez-vous, l'entreprise est fixée sur son sort, détaille Ludovic Doutréleau. Et comme le principe de bonne foi prévaut, les litiges et les redressements sont rarissimes.»

Les autorités fiscales ne sont pas les seules à se montrer efficaces.

A entendre tel ou tel ayant eu besoin d'un permis de construire ou d'une homologation de produit, les administrations centrales et locales feraient toutes preuve du même zèle. Normal, diront certains, depuis 2000, le statut de fonctionnaire n'existe plus, tous les agents sont sous contrat de droit privé, donc révocables. Apparemment, ça les motive. Et pour les firmes, c'est un sacré gain de temps et de paperasse. «Le mois dernier, un groupe européen souhaitait connaître les formalités d'acheminement de l'yttrium, un dangereux composant chimique, raconte Thomas Bohn, numéro 2 de l'agence de développement économique Greater Geneva Berne. Il a envoyé un e-mail au bureau compétent à 19 heures, le lendemain à 8 heures il avait sa réponse avec la liste des transporteurs agréés.» Or qui dit moins de bureaucratie dit moins de passe-droits. Le dernier rapport de l'ONG Transparency International classe d'ailleurs la Suisse parmi les quatre pays de l'OCDE les plus actifs dans la lutte contre la corruption. Sans obstacle administratif et avec une bonne visibilité, les sociétés sont donc poussées à avancer. «On prend plus facilement des risques quand le seul encours est la sanction du marché», reconnaît Nicolas Frey, fondateur de Dahu Sports, à l'origine d'une chaussure de ski révolutionnaire. Et, aurait-il pu ajouter, quand la fiscalité sur les personnes est, elle aussi, propice aux affaires. Un comptable franco-suisse a fait le calcul pour nous: pour un entrepreneur avec deux enfants à charge, gagnant 1,5 million d'euros par an et réalisant 10 millions d'euros de plus-values sur la vente d'une société, l'imposition suisse sera cinq fois moins élevée que chez nous. Avant même la taxation exceptionnelle de 75% sur nos très hauts revenus...

Mais il y a une autre sanction que les Helvètes ignorent tandis qu'elle tétanise tant de jeunes Français, c'est celle du diplôme. De l'autre côté du lac Léman, pas de voie royale. Le système éducatif

Suite page 92 ►